

SYNTHÈSE 2022

**LES PROCESSUS  
D'ABOLITION  
DE LA PEINE DE MORT  
DANS LES ÉTATS  
MEMBRES DE  
L'ORGANISATION  
DE LA COOPÉRATION  
ISLAMIQUE**

**Ces dernières décennies ont été marquées par une ouverture progressive des États membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) aux valeurs universelles des droits de l'homme.** L'abolition de la peine de mort au sein des États membres de l'OCI n'est pas encore acquise, mais l'intervention de parlementaires, d'acteurs de la société civile ou d'autres personnes politiques en faveur de l'abolition a joué et jouera un rôle décisif.

Les processus d'abolition sont lents, difficiles et parfois même risqués. Néanmoins, il existe de multiples raisons d'espérer, surtout lorsque l'on voit le nombre croissant d'États devenus abolitionnistes.

**L'étude *Les processus d'abolition de la peine de mort dans les États membres de l'Organisation de la coopération islamique* présente le résultat d'entretiens et de recherches menés par ECPM et Naël Georges en 2020; elle permet de mieux comprendre les processus ayant mené vers les abolitions de la peine de mort dans les États membres de l'OCI. Elle constitue un outil précieux pour les accompagner vers l'abolition de la peine de mort et rompre les idées reçues.**

Sur les 57 États membres de l'OCI, 20 ont aboli la peine de mort (pour tous les crimes ou pour les crimes de droit commun), 12 États maintiennent un moratoire de fait et 25 sont des États rétentionnistes. L'abolition est possible et cette étude vient le démontrer au travers des exemples précis d'États qui ont fait ce choix.

Parmi les 20 États qui ont aboli la peine de mort, 14 sont caractérisés par une majorité musulmane de la population. Cela représente 70% des pays abolitionnistes.

#### États à majorité musulmane

Albanie  
Azerbaïdjan  
Burkina Faso (*droit commun*)  
Côte d'Ivoire  
Djibouti  
Guinée  
Kazakhstan  
Kirghizstan  
Ouzbékistan  
Sénégal  
Sierra Leone  
Turkménistan  
Turquie  
Tchad

#### États à minorité musulmane

Bénin  
Gabon  
Guinée-Bissau  
Mozambique  
Togo  
Suriname (*droit commun*)

## INFOS-CLÉS

- L'OCI est la plus grande organisation internationale après les Nations unies. Ses États membres sont répartis sur 4 continents.
- **Quelques objectifs<sup>1</sup>**
  - Préserver et promouvoir les hautes valeurs islamiques de paix, de compassion, de tolérance, d'égalité, de justice et de dignité humaine;
  - Contribuer à l'instauration de la paix et de la sécurité internationales;
  - Promouvoir les droits de l'Homme et les libertés fondamentales, la bonne gouvernance, l'État de droit, la démocratie et la reddition des comptes dans les États membres, conformément à leurs systèmes constitutionnels et juridiques.
- **Quelques priorités du plan d'action de l'OCI 2016-2025**
  - Paix et sécurité
  - Lutte contre le terrorisme
  - Droits de l'homme et bonne gouvernance
- **Hétérogénéité des États membres:** certains États ont pour religion officielle l'islam, d'autres sont laïcs; les dimensions démographique et politico-juridique de l'islam diffèrent selon les États.
- **La majorité des États de l'OCI adhère aux principales conventions internationales de protection des droits de l'homme**
  - Tous ont ratifié la Convention des droits de l'enfant
  - 15 États ont ratifié l'OP2
  - Seuls 5 États n'ont pas ratifié le PIDCP



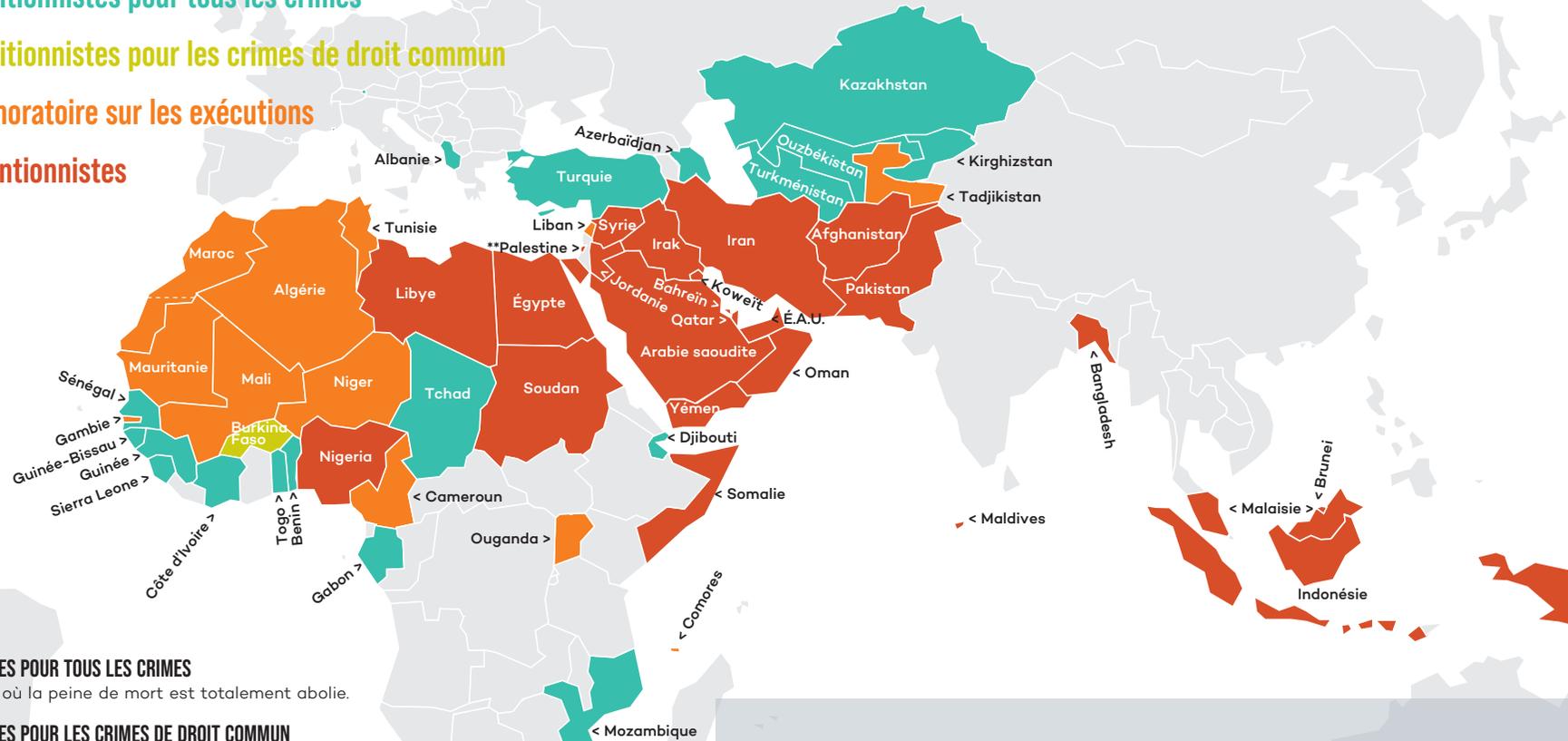
## DATES CLÉS

- **1969:** création de l'**Organisation de la conférence islamique (OCI)** à la suite de l'incendie criminel de la mosquée *al-Aqsa*
- **1970:** première conférence des ministres des Affaires étrangères → création d'un secrétariat général
- **1972:** adoption de la Charte de l'OCI
- **1983:** adoption de la Déclaration de Dacca sur les droits de l'Homme en islam
- **1990:** adoption de la Déclaration du Caire sur les droits de l'homme en islam
- **2011:** changement de nom → l'OCI devient l'Organisation de la coopération islamique.

1 Charte de l'OCI: [https://www.oic-oci.org/upload/documents/charter/fr/oic\\_charter\\_2018\\_fr.pdf](https://www.oic-oci.org/upload/documents/charter/fr/oic_charter_2018_fr.pdf)

# SUR LES 57 ÉTATS MEMBRES DE L'OCI

- 18** États abolitionnistes pour tous les crimes
- 2** États abolitionnistes pour les crimes de droit commun
- 12** États en moratoire sur les exécutions
- 25** États rétentionnistes



**18** **ÉTATS ABOLITIONNISTES POUR TOUTS LES CRIMES**  
États ou territoires où la peine de mort est totalement abolie.

**2** **ÉTATS ABOLITIONNISTES POUR LES CRIMES DE DROIT COMMUN**  
États ou territoires où la peine de mort est abolie sauf circonstances exceptionnelles.

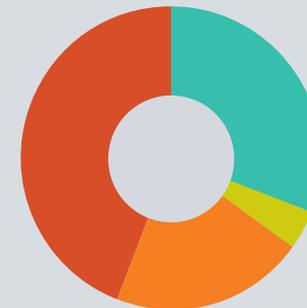
**12** **ÉTATS EN MORATOIRE SUR LES EXÉCUTIONS**  
États ou territoires où la peine de mort est en vigueur mais où aucune exécution n'a eu lieu depuis dix ans et ne s'opposant pas à la dernière résolution des Nations unies en faveur d'un moratoire universel sur les exécutions et/ou ayant ratifié l'OP2\*.

**25** **ÉTATS RÉTENTIONNISTES**  
États ou territoires appliquant la peine de mort.

\* Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques visant l'abolition de la peine de mort.  
\*\* Le cas de la **Palestine** est particulier: elle ne peut pas voter la résolution moratoire, a ratifié l'OP2, mais la peine de mort est toujours en vigueur à Gaza (dernières exécutions documentées en 2017).

Données 2022

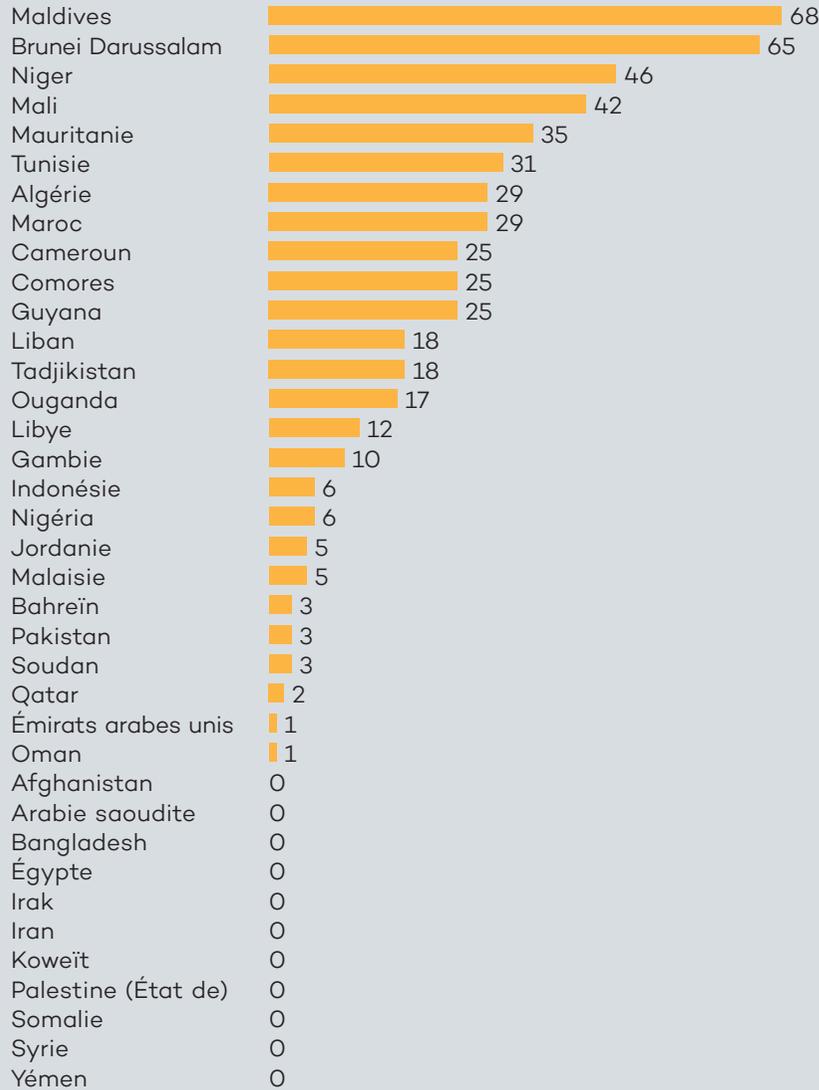
## L'ABOLITION DE LA PEINE DE MORT EN DROIT OU DE FAIT EST MAJORITAIRE DANS LE MONDE MUSULMAN



- Abolitionnistes 31,5 %
- Abolitionnistes de droit commun 3,5 %
- En moratoire 21 %
- Rétentionnistes 44 %

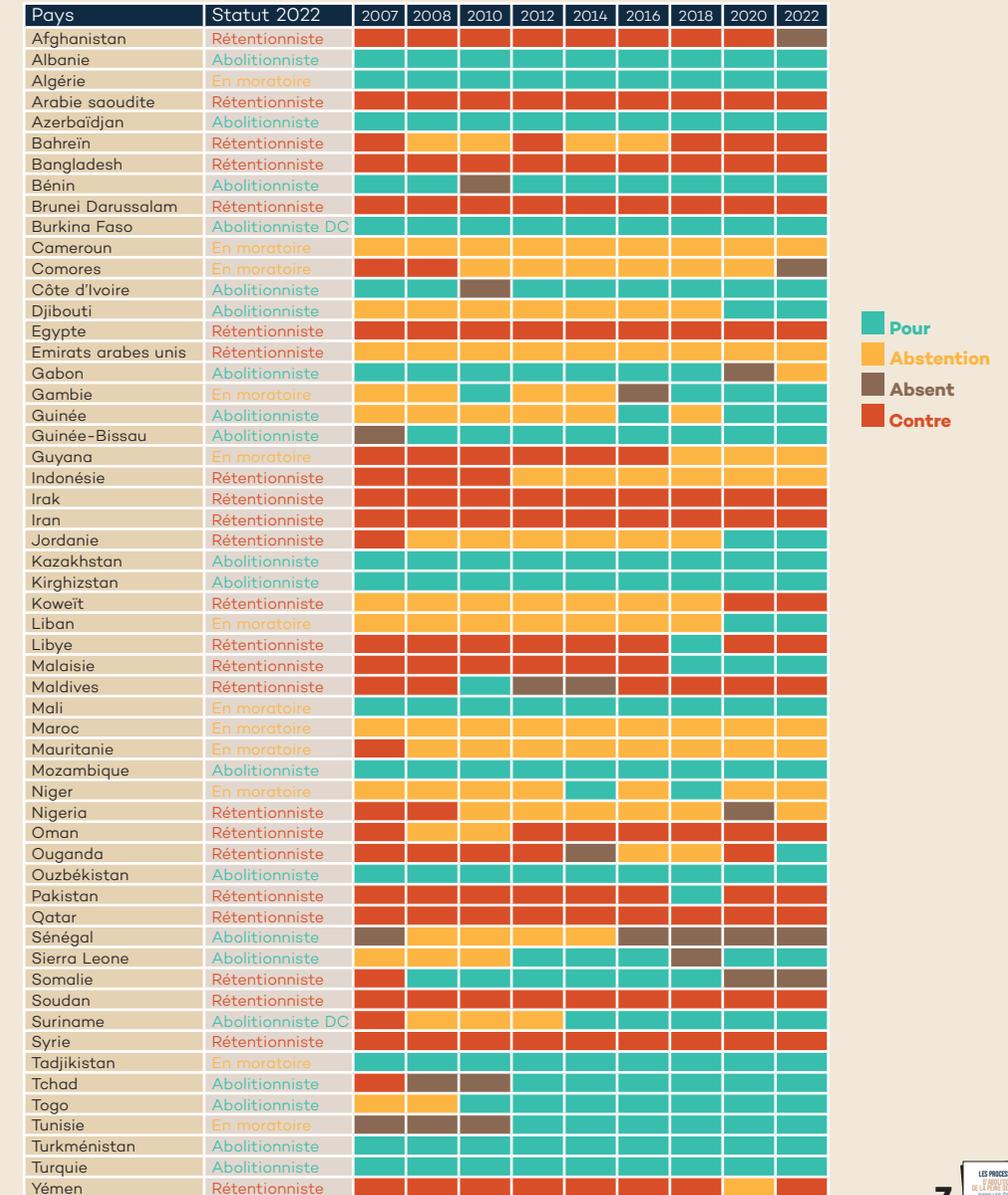
# SUR LES 37 ÉTATS EN MORATOIRE OU RÉTENTIONNISTES, LA RÉALITÉ DE L'APPLICATION DE LA PEINE DE MORT DIFFÈRE D'UN PAYS À L'AUTRE

Nombre d'années depuis la dernière exécution dans les États en moratoire et les États rétentionnistes (31 décembre 2022)



# LES ÉTATS MEMBRES DE L'OCI ADOPTENT DES POSITIONS VARIÉES VIS-À-VIS DU VOTE DE LA RÉOLUTION MORATOIRE

Depuis 2007, on constate une évolution positive dans les résultats des votes. Alors que 15 pays étaient favorables au moratoire, ils sont 27 à avoir voté pour la résolution en 2022.



## ÉGYPTE

*« La peine de mort est irréversible et sa pratique a été universellement rejetée. »*

**Mohamed El Baradaei**

*Ancien vice-président,  
lauréat du prix Nobel  
de la paix en 2005*

## MALAISIE

*« Même si la peine de mort a été appliquée dans le monde entier à travers les époques, les meurtres continuent de se produire. La peine de mort n'a pas eu d'effet dissuasif. »*

**Liew Vui Keong**

*Ancien ministre des Lois  
au sein du cabinet du  
Premier ministre*

## SÉNÉGAL

*« Aucune des valeurs ne pourra jamais justifier que l'on relativise la valeur de la vie humaine au point de la supprimer légalement. »*

**Abdou Diouf**

*Ancien président de  
la République, ancien  
secrétaire général de  
l'Organisation internationale  
de la Francophonie (OIF)*

**RETROUVEZ LE RAPPORT**  
**« LES PROCESSUS**  
**D'ABOLITION DE LA PEINE**  
**DE MORT DANS LES ÉTATS**  
**MEMBRES DE L'OCI »**

**AINSI QUE**  
**LA CARTE INTERACTIVE**  
**SUR [WWW.ECPM.ORG](http://WWW.ECPM.ORG)**

Co-financé par  
l'Union européenne



Norwegian Ministry  
of Foreign Affairs



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Departement fédéral des affaires étrangères DFAE